

FORMULAIRE DE DEMANDE D'EXERCICE DES DROITS*

Les Utilisateurs du Site disposent d'un certain nombre de droits afférents à leurs données afin qu'ils puissent garder la maîtrise de leurs informations personnelles et ce, conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD »).

L'exercice de ces droits n'est toutefois pas absolu et diffère selon la base légale du traitement de données personnelles mis en œuvre :

DROITS	<i>Droit d'accès</i>	<i>Droit de rectification</i>	<i>Droit d'effacement</i>	<i>Droit de limitation</i>	<i>Droit à la portabilité</i>	<i>Droit d'opposition</i>
BASE LEGALE						
Consentement (article 6 (1) a du RGPD)	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	Retrait du consentement (avec réversibilité) *
Exécution d'un contrat ou exécution de mesures précontractuelles (article 6 (1) b du RGPD)	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Obligation légale (article 6 (1) c du RGPD)	OUI	OUI	OUI**	OUI	NON	NON
Sauvegarde des intérêts vitaux (article 6 (1) d du RGPD)	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Exécution d'une mission d'intérêt public (article 6 (1) e du RGPD)	OUI	OUI	NON	OUI	NON	OUI si raisons tenant à la situation particulière de la personne concernée
Intérêt légitime*** (article 6 (1) f du RGPD)	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI si raisons tenant à la situation particulière de la personne concernée

* La Société peut, en ce cas, être amenée à ne pas répondre aux demandes ou sollicitations de l'Utilisateur.

** Si le traitement répond aux conditions suivantes :

1. les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière ; ou
2. les données à caractère personnel ont fait l'objet d'un traitement illicite ; ou

3. les données à caractère personnel doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'Union ou par le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis.

*** Lorsque le traitement est fondé sur l'intérêt légitime (à titre d'exemple lutte contre la fraude, sécurisation du système, etc.).

L'utilisation du formulaire type qui suit n'est pas obligatoire pour l'exercice des droits mais énumère toutes les informations et documents qui seront nécessaires à la Société pour permettre à l'Utilisateur d'exercer les droits précités. Toutes ces informations sont obligatoires. A défaut, la demande de l'Utilisateur ne pourra être correctement traitée. Si l'Utilisateur est un mineur de moins de quinze (15) ans, la demande devra être conjointement formée par l'Utilisateur et le ou les titulaires de l'autorité parentale.

FORMULAIRE TYPE

IDENTIFICATION DU SITE

Le Site à partir duquel les données à caractère personnel ont été collectées doit être impérativement précisé :

Cette mention est obligatoire et indispensable pour le traitement de votre demande.

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (ou du mandataire s'il y a lieu)

Nom* :

Prénom* :

Qualité du demandeur* (ex. Utilisateur du Site ; titulaire de l'autorité parentale.) :

Adresse électronique* (sur laquelle vous souhaitez obtenir une réponse) :

(* Ces mentions sont obligatoires et indispensables au traitement de votre demande.

DROIT(S) CONCERNÉS PAR LA DEMANDE

Droit d'accès (art. 15 du RGPD)

à la totalité de mes données personnelles

à une partie de mes données personnelles. Le cas échéant, précisez lesquelles :

.....
.....

Ce droit vous permet d'obtenir une copie des données personnelles que la Société possède sur vous.

Ce droit vous permet également d'avoir accès aux informations concernant les traitements de données telles que les finalités du traitement, la durée de conservation, les destinataires de ces données et l'ensemble des informations prévues par les articles 13 et 14 du RGPD.

La Société se réserve toutefois la possibilité de ne pas faire droit à votre demande d'accès si celle-ci se trouve manifestement infondée ou excessive (à titre d'exemple : demandes multiples et répétitives), si l'accès à ces données est impossible (à titre d'exemple : les données ne sont plus conservées ou ont été effacées) ou si l'accès aux données porte une atteinte disproportionnée aux droits d'autrui (à titre d'exemple : droits des tiers, secret des correspondances).

Droit de rectification de mes données personnelles (art. 16 du RGPD)

Précisez de quelles données il s'agit et la raison de cette demande.

.....
.....

Ce droit vous permet d'éviter l'utilisation de toute donnée obsolète, inexacte ou incomplète.

Droit à l'effacement (ou « droit à l'oubli ») de mes données personnelles (art. 17 du RGPD)

Nous pourrions satisfaire votre demande que sous réserve du respect des conditions fixées par l'article précité.

- la totalité de mes données personnelles
- une partie de mes données personnelles. Précisez lesquelles :

.....
.....

Ce droit vous permet d'obtenir l'effacement de vos données personnelles.

Toutefois, ce droit ne pourra être exercé sur les données dont la conservation est nécessaire :

- pour garantir le respect des obligations légales de la Société ;
- pour permettre de constater, d'exercer ou de défendre les droits de la Société en justice (ex. pendant toute la durée de prescription de sa responsabilité civile).

Vous reconnaissez également qu'en sollicitant la mise en œuvre de ce droit, la Société peut mettre fin à toute communication, échange, demande d'information qui nécessitent l'utilisation, le traitement et/ou l'enregistrement de ces données.

Droit à la limitation du traitement de mes données personnelles (art. 18 du RGPD)

Précisez les données concernées :

.....
.....

Ce droit vous permet de geler temporairement l'utilisation de vos données lorsque :

- vous contestez l'exactitude des données et souhaitez limiter le traitement de celles-ci pendant que la Société vérifie l'exactitude de vos données ;
- vous vous opposez au traitement de vos données et souhaitez limiter le traitement de celles-ci le temps que la Société vérifie s'il n'existe pas de motifs légitimes et impérieux prévalant sur vos intérêts ;
- la Société n'a plus besoin de vos données mais que vous souhaitez les conserver pour vous permettre de constater, exercer ou vous défendre en justice.

Droit à la portabilité de mes données personnelles (art. 20 du RGPD)

- à la totalité de mes données personnelles
- à une partie de mes données personnelles. Précisez lesquelles :

A qui souhaitez-vous que celles-ci soient transmises :

- à vous, directement,
- à un autre responsable de traitement. Précisez son identité ou sa dénomination :

.....
.....

Ce droit vous permet de récupérer une partie de vos données dans un format ouvert et lisible par machine en vue de leur réutilisation à des fins personnelles ou par un autre responsable de traitement.

Ce droit comporte toutefois certaines limites :

- il ne porte que sur les données que vous avez fournies,
- il ne s'applique qu'aux données recueillies avec votre accord ou dans le cadre d'un contrat vous liant à la Société,
- il ne s'applique que sur les données traitées de manière automatisée, à l'exclusion des fichiers papiers,
- il ne doit pas porter atteinte aux droits et libertés des tiers.

Une fois les données transmises, la Société ne sera plus responsable des traitements qui seront réalisés par la suite avec vos données.

Droit d'opposition au traitement de mes données personnelles (art. 21 du RGPD)

Précisez les données que vous ne souhaitez plus que la Société traite et la ou les raison(s) de cette opposition :

.....
.....

Ce droit vous permet de vous opposer, pour des raisons tenant à votre situation particulière, à ce que des données vous concernant soit traitées par la Société.

Toutefois, ce droit ne pourra être exercé s'il existe des motifs légitimes et impérieux qui prévalent sur vos intérêts, droits et libertés, tels que le respect d'une obligation légale.

Vous reconnaissez que l'exercice du droit d'opposition par vos soins est susceptible de mettre fin à toutes relations, échange, informations émanant de la Société.

PIÈCES À JOINDRE OBLIGATOIREMENT À LA DEMANDE

- Copie d'un titre d'identité valide (CNI ou passeport) de l'Utilisateur et, si celui-ci est un mineur de moins de quinze (15) ans, du ou des titulaires de l'autorité parentale. Ce document permet à la Société de s'assurer de l'origine de la demande et de sa légalité ;
- Mandat, s'il en existe un, pour exercer les droits et copie d'un titre d'identité valide (CNI ou passeport) du mandant et du mandataire.

INFORMATIONS CONCERNANT LE TRAITEMENT DE VOTRE DEMANDE

Ce formulaire peut être renvoyé à la Société à l'adresse postale suivante :

Ecoles Créatives Montpellier
1 place Niki de Saint Phalle- 34070 Montpellier
France

Ou en pièce jointe adressée par mail à l'adresse suivante : contact@esma-montpellier.com

Conformément à la réglementation en vigueur, le délai de réponse à une demande d'exercice de droits est d'un (1) mois.

Ce délai court à partir de la réception de votre demande et pourra, au besoin, être prorogé de deux (2) mois eu égard à la complexité de la demande (ex. une demande d'accès à l'ensemble des données) et du nombre de demandes formulées. En cas de prorogation, vous en serez toutefois informé dans le délai initial d'un (1) mois à compter de la réception de la demande.

Si votre demande n'est pas suffisamment précise et nécessite un complément d'informations, le délai d'un (1) mois est suspendu jusqu'à l'obtention des informations sollicitées par la Société.

A l'issue de ce délai et à défaut de retour, vous avez la possibilité de déposer une plainte auprès de la CNIL, autorité de protection des données personnelles en France (site de la CNIL : www.cnil.fr).

INFORMATIONS RELATIVES À LA PROTECTION DE VOS DONNÉES

Toutes les informations collectées dans ce formulaire sont obligatoires pour répondre à votre demande d'exercice de droits relatifs à vos données personnelles sur la base de l'obligation légale

obligeant les responsables de traitement à répondre à ce type de demande (chapitre III du Règlement général sur la protection des données entré en application le 25 mai 2023).

Ces informations sont conservées le temps nécessaire au traitement de votre demande et selon les durées légales de conservation. La durée totale de conservation ne peut excéder cinq (5) ans à compter du traitement complet de votre demande.